

Un regard critique sur les pratiques
actuelles...

Comment mieux agir sur les déterminants socio-politiques de la sécurité alimentaire?

JASP 2004

Sonia Racine

Étudiante au doctorat en service social
Université de Montréal

Objectifs

- Amener une réflexion sur le glissement épistémologique et sémantique socio-sanitaire observé depuis quelques années face au problème de la faim.
- Cerner les principaux impacts de ce glissement sur les orientations et pratiques en matière de sécurité alimentaire.
- Situer les fondements des pratiques prometteuses dans ce contexte.
- Questionner le rôle des organismes d'aide alimentaire face à celui des organisations de santé publique (si temps).

Cette présentation a été effectuée le 2 décembre 2004, au cours de la journée « Partenaires de nos communautés pour développer la sécurité alimentaire : enjeux, processus d'influence et défis » dans le cadre des Journées annuelles de santé publique (JASP) 2004. L'ensemble des présentations est disponible sur le site Web des JASP, à l'adresse <http://www.inspq.qc.ca/jasp/archives/>.

Changement de cap: de la pauvreté à la sécurité alimentaire

- La faim n'est pas une réalité nouvelle; avant aujourd'hui, elle se comprenait généralement dans la lutte à la pauvreté.
- Une nouvelle problématique sociale s'est toutefois développée: l'insécurité alimentaire.
- Insécurité alimentaire comprise comme un épiphénomène de la pauvreté.
- Quant au concept de sécurité alimentaire, il est apparu récemment dans les pays « dit » développés.

Changement de cap: de la pauvreté à la sécurité alimentaire

- Ce changement de terminologie n'est pas uniquement sémantique, il est porteur d'analyses et d'orientations pour le développement des politiques publiques et pour la pratique sur le terrain, notamment l'intervention socio-communautaire.
- Faut-il se réjouir ou s'inquiéter de la reconnaissance de l'insécurité alimentaire comme problématique sociale à part entière?
- Faut-il jubiler ou se méfier de l'objectif de l'atteinte de la sécurité alimentaire?

Un glissement observé...

- D'organismes de soutien alimentaire voués à la lutte à la pauvreté (et souvent à la gestion de celle-ci, il faut bien l'avouer), on est rapidement passé, **souvent sans questionnement**, à des organismes de sécurité alimentaire.
- Nous avons même maintenant, dans le milieu institutionnel, des plans d'action en matière de sécurité alimentaire, et dans le milieu de la recherche, un champ qui s'y intéresse spécifiquement.
- Le meilleur exemple est probablement la dénomination des tables de concertations locales et régionales.

Les changements sémantiques dans les tables de concertation

Table de lutte à la pauvreté

Comités de paniers de Noël (sous-comité)

Table de concertation sur l'appauvrissement

Table de concertation sur la faim (et le développement social)

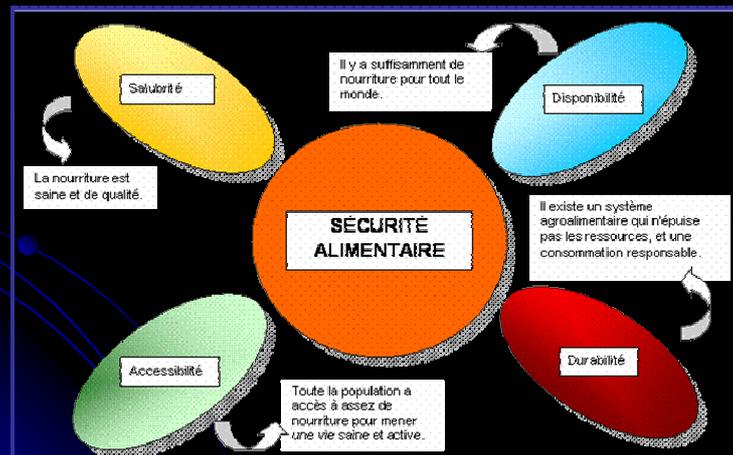
Table de concertation sur l'insécurité alimentaire

Table de concertation en sécurité alimentaire

Table de concertation intersectorielle en sécurité alimentaire

De quoi parle-t-on en adoptant le concept de sécurité alimentaire?

Schéma de la sécurité alimentaire (selon Joël Rouffignat)



La dépolitisation de la faim

- Au-delà du manque de « sex-appeal » du concept de sécurité alimentaire, de son imprécision notamment à l'égard de l'innocuité ou de la salubrité, de son manque de direction politique et des autres concepts qui font actuellement leur chemin un peu partout (autonomie alimentaire, souveraineté alimentaire, droit à l'alimentation, etc.), force est d'admettre que nous avons graduellement évacué les notions de **pauvreté** et **d'inégalités sociales**.
- Notions fortement diluées à travers les méandres et les multiples horizons de la sécurité alimentaire.

Une décontextualisation...

- L'idée n'est pas d'affirmer qu'il ne faille pas se préoccuper des questions de salubrité, de durabilité ou de disponibilité, mais de reconnaître qu'au Québec, c'est l'accès qui pose principalement problème.
- Donc, danger de négliger le **contexte** dans lequel le concept de sécurité alimentaire s'applique.

Une décontextualisation...

- Au Québec (et au Canada) l'insécurité alimentaire est **soudée au manque de ressources financières** des ménages, quoiqu'on puisse toujours trouver quelques autres facteurs concomitants.
- L'insécurité alimentaire doit donc être perçue comme un **épiphénomène de la pauvreté et des inégalités** créées par notre modèle de développement économique et social.

Un glissement dans la recherche qui inquiète...

- La recherche sur la faim s'est concentrée autour de deux pôles principaux: 1) emphase sur les systèmes; 2) emphase sur les personnes vivant le problème.
- Dans le second cas, on tente de mieux comprendre les **insécurisés alimentaires**, comme si ils étaient différents des personnes en situation de pauvreté.
- À la lumière de mon analyse, ce sont pourtant les mêmes personnes...

À titre d'exemple

?	?
<ul style="list-style-type: none">● Se concentrent sur leurs buts.● Tirent parti des possibilités et prennent des risques.● Pensent à l'avenir.● Développent leur capital social et humain.● Peuvent établir un réseau de soutien.● Ont un revenu de travail adéquat.● Ont une bonne santé générale.	<ul style="list-style-type: none">● Se concentrent sur la survie, n'ont peut-être pas beaucoup de temps.● Manquent de ressort, pas de solution de rechange.● Vivent au jour le jour.● Ont de la difficulté à investir dans leur développement.● N'ont pas un très bon réseau social.● Travaillent à faible salaire ou sont sans emploi.● Présentent une incapacité ou ont un problème de santé chronique.

En somme...

- On assiste à une spécialisation (un silo de plus?) de la problématique qui nous éloigne graduellement d'une analyse globale de la situation et qui la dépolitise en même temps.
- Danger en bout de ligne de faire en sorte que les personnes deviennent en sécurité alimentaire (à quand les *food stamps*?), mais que la pauvreté soit toujours aussi présente, de même que les inégalités qui ne cessent de se creuser, tant sur le plan socio-économique que sur celui du pouvoir.

Garder le cap sur la lutte à la pauvreté et aux inégalités

- Particulièrement important pour le réseau de la santé publique qui, *bien qu'il ne veuille pas faire office de leader sur la question de la sécurité alimentaire*, représente actuellement un acteur de premier plan, puisque occupant une position stratégique:
 - Consultation pour les politiques publiques;
 - Élaboration de programmes nationaux, régionaux et locaux;
 - Financement des organismes de soutien alimentaire.

Les écueils

- Dépolitisation de la faim qui n'est pas uniquement liée à la croissance et à une certaine institutionnalisation des banques alimentaires qui, elles le savent, risquent toujours de créer un réseau parallèle de distribution de nourriture; une sécurité alimentaire à deux vitesses en quelque sorte.
- Risque de dérapage sur les questions d'habitudes de consommation des « pauvres », de leurs capacités culinaires, de la gestion de leur budget, etc., qui nous éloignent de la source première de l'insécurité alimentaire.

Les écueils

- Comme le mentionnait Gilles Duquette en 1998, alors président de la défunte FMQ :
- *En fait, il constitue un véritable détournement idéologique puisqu'en parlant de la sécurité alimentaire plutôt que de la pauvreté et des inégalités sociales, l'État renvoie la question de l'accessibilité à la nourriture vers un traitement de type « épidémiologique ». Il évite ainsi un débat sur le renouvellement du contrat social, le respect des droits des plus démunis et l'établissement d'une société plus juste, sinon plus égalitaire (Rouffignat, 1998 : 333-334).*

Les écueils

- Risque de déplacement d'axe de l'indignation populaire, pour finir encore à jeter le blâme sur les personnes... Plutôt que de s'indigner de la nécessité des banques alimentaires dans un pays riche comme le Canada, on s'indigne qu'une personne ait pu recevoir 11 paniers de Noël... Rarement s'insurge-t-on de la maigreur du chèque d'assistance-emploi...
- Nous risquons donc de contribuer à la banalisation du phénomène de la fréquentation d'organisations caritatives ou communautaires pour se nourrir.

Les écueils... en somme

- Le fait de «sortir» la sécurité alimentaire du cadre de la pauvreté et de celui plus général de la lutte aux inégalités socio-économiques semble avoir plus d'effets dépolitisants que structurants.

Pratiques prometteuses

- Fausse dichotomie dépannage / pratiques alternatives.
- Classification relativement stérile puisque l'essentiel est dans l'approche!
- Recherche de Rouffignat et al. (2001) avait relevé les potentiels et possibles des **groupes alternatifs**. Nuance importante.
- Le fond est ici beaucoup plus important que la forme: L'APPROCHE et L'ANALYSE.

Pratiques prometteuses

- Sans en faire une panacée, il m'apparaît qu'une approche fondée sur le **développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités** (*empowerment*) constitue une clé de voûte à suivre, quelle que soit la forme que prend l'action, ce qui inclut le développement de la conscience critique.
- Approche qui mériterait beaucoup plus de compréhension et surtout de remise en question de nos interventions.

Concrètement

- Donner du poisson, apprendre à pêcher et fournir les outils, puis donner collectivement accès au lac (dépannage, organisage, gueulage). *Ninacs*.
- Notre défi principal: bâtir des ponts entre ces pratiques et travailler AVEC les personnes en situation de pauvreté.

Faire des ponts!

